

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1345

26 mai 2014

SOMMAIRE

Achelia Luxembourg S.A.	64518	Logistic Center Capellen	64516
Alena Invest	64520	Marven S.A.	64560
Bluehive Opportunities	64527	Mathur	64515
Calverton Overseas S.A.	64519	"MAZE" Sàrl	64560
Cresco Capital Urban Yurt S.C.A.	64535	Mondery S.A.	64517
Davi S.A.	64560	Naedo S.à r.l.	64520
Deka International S.A.	64522	Naturgas Kielen	64526
EAS Solutions S.à r.l.	64560	Onetex Ltd	64525
Emmedue S.A., SPF	64519	Palenque S.A., SPF	64516
Euro Développement S.A.	64514	Patrimonia Invest	64514
Eurothea S.A.	64518	PATRIZIA Lux 30 N S.à r.l.	64520
Ficop Investments S.A.	64519	P. Dansercoer & Cie	64521
FS TM II S.à r.l.	64553	Plankton S.à r.l.	64524
Gestielle Investment Sicav	64515	Poirel Investments S.A.	64521
Global Bond Series VIII, S.A.	64557	Precar International S.A.	64515
Global Bond Series VII, S.A.	64553	Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.	64557
HFB Investissements S.A.	64521	Rowan Financement S.à r.l.	64557
Immobilière Tresco S.A.	64523	Sea Front Holding	64516
Immobilière Tresco S.A.	64525	Solar Invest International SE	64517
Ivory Holding S.A. SPF	64517	ST Lux Holding S.A.	64554
IVS GmbH	64522	St. Trinity Sàrl	64518
Leasinvest Immo Lux	64522	Te Ora S.A.	64524

Euro Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 81.444.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014066264/10/19.

Patrimonia Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 159.800.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le 16 juin 2014 à 14h00, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation du rapport du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2013.
3. Présentation et approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2013.
4. Décharge complète aux Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2013.
5. Affectation des résultats.
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs au moins avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale sont priés de faire connaître à la société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité / passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non-respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014072674/755/35.

Precar International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.234.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014044136/10.

(140050081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Mathur, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *16 juin 2014* à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072672/534/15.

Gestielle Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.851.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held in Luxembourg, at 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, on *June 11, 2014* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2014
3. Allocation of the net results
4. Discharge to the Directors and the auditors
5. Statutory Appointments
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above Annual General Meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, those shareholders are kindly asked to contact the Fund Corporate Services of RBC Investor Services Bank S.A. (Telephone No. +352 2605 2747) to obtain a proxy form and send such proxy form completed and duly signed to RBC Investor Services Bank S.A., 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, for the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (or at Fax No. +352 / 2460-3331) by June 09, 2014 (C.E.T.) at the latest.

Shareholders are informed that they may obtain copies of the latest report at the registered office of the Company. They also may request that the report is sent to them free of charge.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014072670/755/29.

Logistic Center Capellen, Société Anonyme.

Siège social: L-8310 Capellen, 1C, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 157.332.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014044051/10.

(140050504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Palenque S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.053.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *13 juin 2014* à 10:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072673/795/15.

Sea Front Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 170.757.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *25 juin 2014* à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2012, du rapport du conseil d'administration y afférent et affectation des résultats;
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2013, du rapport du conseil d'administration y afférent et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour les exercices clos au 31 décembre 2012 et 2013;
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, et
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social de la société à Luxembourg cinq (5) jours francs avant la tenue de ladite assemblée.

Pour rappel, conformément à l'article 9 des statuts de la société, les décisions seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants. A cet effet, des procurations sont disponibles le cas échéant sur demande auprès du conseil d'administration.

Conformément à l'article 73 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, les actionnaires pourront prendre connaissance des documents indiqués dans l'ordre du jour au siège social de la société quinze (15) jours avant la tenue de ladite assemblée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014072675/2374/29.

Solar Invest International SE, Société Européenne.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.215.

Aus der außergewöhnlichen Generalversammlung vom 16. Januar 2014 ergehen folgende Beschlüsse:

- Die Generalversammlung stimmt der Abberufung von Herrn Holger Ochs als Verwaltungsratsmitglied einstimmig zu.

- Die Generalversammlung ernennt einstimmig Frau Ute Kuhn geb. Wintermayr, beruflich wohnhaft in D-91052 Erlangen, Nägelsbachstrasse 49c, als neues Verwaltungsratsmitglied. Ihr Mandat beginnt am 16. Januar 2014 und endet mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014044880/17.

(140051318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Mondery S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 145.885.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 11 juin 2014 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011, 2012 et 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014067901/696/18.

Ivory Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.995.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014068583/10/19.

St. Trinity Sàrl, Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 174.210.

DUCHEMIN INVESTMENTS LIMITED propriétaire de 5.000 parts sociales, a apporté 750 de ses parts sociales détenues dans la société ST. TRINITY S.à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle à la société PUNTA LADA S.à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle.

Suite à cet apport, le capital social de la société ST. TRINITY S.à r.l est détenu comme suit:

- DUCHEMIN INVESTMENTS LIMITED, ayant son siège social à Trident Chambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques: 4.250 parts sociales;

- PUNTA LADA S.à r.l., ayant son siège social à 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg: 750 parts sociales;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014044886/17.

(140051569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Eurothea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 64.273.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014067904/10/18.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 18 juin 2014 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072666/755/19.

Calverton Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 128.522.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 juin 2014 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014069302/10/18.

Ficop Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 96.827.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juin 2014 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014069303/10/18.

Emmedue S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 44.739.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 juin 2014 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072669/755/18.

PATRIZIA Lux 30 N S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 134.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014044784/9.

(140051004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Naedo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 156.009.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014044744/10.

(140051238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Alena Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 75.860.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le *16 juin 2014* à 13h00, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation du rapport du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2013.
3. Présentation et approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2013.
4. Décharge complète aux Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2013.
5. Affectation des résultats.
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs au moins avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale sont priés de faire connaître à la société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité / passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non-respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014072667/755/35.

P. Dansercoer & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 155.914.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014044106/10.

(140050251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

HFB Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 84.740.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *13 juin 2014* à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constat du report de présentation des comptes annuels au 31 décembre 2013
2. Décharge spéciale aux Administrateurs pour leur retard dans la soumission aux Actionnaires des comptes annuels au 31 décembre 2013
3. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
4. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
6. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
7. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
8. Nominations Statutaires
9. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014072671/795/21.

Poirel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.217.

You are hereby invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders to be held on *11 June 2014* at 2.30 p.m. CET, at 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of (i) the report (the Management Report) of the board of directors of the Company (the Board of Directors) relating to the annual accounts of the Company for the financial year ended on 31 December 2013 (the Annual Accounts 2013) and (ii) the report of the statutory auditor (commissaire aux comptes) (the Auditor) of the Company (the Auditor Report) relating to the Annual Accounts 2013;
2. Presentation and approval of the Annual Accounts 2013;
3. Allocation of the results for the financial year of the Company ended on 31 December 2013;
4. Vote on the dissolution or continuation of the Company in accordance with article 100 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended;
5. Discharge given to the Board of Directors as well as to the Auditor of the Company for the performance of their duties for the financial year of the Company ended on 31 December 2013; and
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014070247/23.

IVS GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1E, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 95.109.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014044651/11.

(140051037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Deka International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 28.599.

Deka-EmergingEurope and Africa

Deka-Russland

Die Deka International S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft der nach Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass das Fusionsverfahren der Fonds Deka-EmergingEurope and Africa und Deka-Russland mit dem Fonds Deka-Global ConvergenceAktien abgeschlossen wurde.

Luxembourg, im Mai 2014.

Deka International S.A.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2014072668/1208/15.

Leasinvest Immo Lux, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 35.768.

Extrait du procès-verbal résolution d'actionnaire unique du 24 avril 2014

Renouvellement du mandat d'administrateur

L'actionnaire unique a décidé de renouveler les mandats d'administrateurs de:

- a.) Mr Luc Bertrand,
- b.) Mr Jean-Louis Appelmans,
- c.) Mr Jan Suykens,
- d.) Mr Michel Van Geyte,
- e.) Mr Guy van Wymersch-Moons,
- f.) Mr Vincent Macharis, et
- g.) Mme Micheline Paredis.

Ces mandats expireront lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui délibérera sur tes comptes de l'exercice social se terminant au 31 décembre 2014 ou lorsque leurs successeurs éventuels auront été désignés.

Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprise

L'actionnaire unique a décidé de renouveler le mandat de la société Ernst & Young, Luxembourg en tant que Réviseur d'Entreprises. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes de l'exercice social se terminant au 31 décembre 2014.

Leasinvest Real Estate SCA

Leasinvest Real Estate Management SA

Gérant statutaire

Représentée par Jean-Louis Appelmans

Représentant permanent

Référence de publication: 2014072310/28.

(140085251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Immobilière Tresco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 24.928.

L'an deux mille quatorze, le douzième jour du mois de mai;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "IMMOBILIERE TRESKO S.A.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 24928, (la "Société" ou la "Société Absorbée"), constituée suivant un acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 17 septembre 1986, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 345 du 12 décembre 1986,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés:

- suivant acte reçu par le prédit notaire Camille HELLINCKX, en date du 5 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 229 du 1^{er} juin 1991,

- suivant acte sous seing privé en date du 26 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 447 du 20 mars 2002, et

- suivant acte sous seing privé en date du 25 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 243 du 1^{er} mars 2004.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Manette OLSEM, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Constatation de la réalisation de la fusion avec la société anonyme "ONETEX LTD";
2. Cessation de la Société;
3. Décharge à accorder aux organes de la Société;
4. Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal;
5. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique"), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'en application des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, (la "Loi"), la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "ONETEX LTD", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 79641, a fusionné avec la Société par absorption de cette dernière conformément au projet de fusion passé par acte du notaire instrumentant, en date du 20 mars 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 883 du 7 avril 2014.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate en outre que cette fusion a été faite suivant les prescriptions de l'article 279 de la Loi et que par conséquent, la fusion se trouve réalisée, entraînant de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

La fusion est effective à partir de la date du présent acte notarié comme indiquée en haut.

Troisième résolution

L'Assemblée constate que suite à cette fusion la Société a cessé d'exister.

Quatrième résolution

L'Assemblée accorde décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société sans préjudice des dispositions de l'article 272 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide que les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège social de la Société Absorbante.

Attestation

Conformément aux dispositions de l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné, après vérification, atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes ainsi qu'au projet commun de fusion.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J.-M. POOS, M. OLSEM, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2014. LAC/2014/22081. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Référence de publication: 2014070718/83.

(140083392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

Plankton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.455.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014044779/10.

(140051453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Te Ora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 140.840.

Lors du conseil d'administration tenu en date du 12 décembre 2013, les administrateurs ont décidé de transférer le siège social de la Société du 12, rue Guillaume Schneider, L-2552 Luxembourg au 26, rue Glesener, L-1630 Luxembourg avec effet au 1^{er} février 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2014.

Référence de publication: 2014044237/12.

(140050732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

**Immobilière Tresco S.A., Société Anonyme,
(anc. Onetex Ltd).**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 79.641.

L'an deux mille quatorze, le douzième jour du mois de mai;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "ONETEX LTD", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 79641, (la "Société" ou la "Société Absorbante"), constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 7 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 558 du 23 juillet 2001,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Luc BRAUN, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi.

Le Président désigne Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Manette OLSEM, diplômé ès sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Constatation de la réalisation de la fusion par absorption de la société anonyme "IMMOBILIERE TRESKO S.A.";
2. Changement de la dénomination de la Société en "IMMOBILIERE TRESKO S.A." et modification afférente du premier alinéa de l'article 1 des statuts;
3. Divers.

B) Que l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique"), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'en application des articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, (la "Loi"), la Société a fusionné avec la société anonyme "IMMOBILIERE TRESKO S.A.", établie et ayant son siège à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 24928, (la "Société Absorbée"), par absorption de cette dernière conformément au projet de fusion passé par acte du notaire instrumentant, en date du 20 mars 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, numéro 883 du 7 avril 2014.

Deuxième résolution

L'Assemblée constate que l'Actionnaire Unique de la Société Absorbante a eu le droit, un mois au moins avant que l'opération de Fusion ne prenne effet entre les parties, de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267, paragraphe 1 er (a), (b) et (c) de la Loi sus-vantée sans frais et sur simple demande;

L'Assemblée constate en outre que cette fusion a été faite suivant les prescriptions de l'article 279 de la Loi et que par conséquent, la fusion se trouve réalisée, entraînant de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

La fusion est effective à partir de la date du présent acte notarié comme indiquée en haut.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de changer, comme stipulé dans le prédit projet de fusion, la dénomination sociale en "IMMOBILIERE TRESKO S.A." et de modifier subséquemment l'article premier alinéa de l'article 1 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er} . (premier alinéa).** Il existe une société anonyme sous la dénomination de "IMMOBILIERE TRESKO S.A.", régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales."

Attestation

Conformément aux dispositions de l'article 271 de la Loi, le notaire soussigné, après vérification, atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes ainsi qu'au projet commun de fusion.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. BRAUN, J.-M. POOS, M. OLSEM, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 mai 2014. LAC/2014/22083. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Référence de publication: 2014071605/79.

(140083444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2014.

Naturgas Kielen, Société Coopérative.

Siège social: L-8295 Kehlen, route N12.

R.C.S. Luxembourg B 105.916.

RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier la publication de l'acte constitutif publié dans Mémorial C n ° 515 du 31 mai 2005, 24674 et suivantes:

À la page 24675, article 6, paragraphe 6, deuxième ligne, rajouter le texte suivant à partir de (...)

«(...) geliefert hat, gehören in den Entscheidungsbereich des Vorstandes. Dieser Antrag wird in einer Art Warteposition belassen, ohne damit den Antrag definitiv abzulehnen.

Sollten Betriebsgesellschaften oder Fusionen sich auflösen, bleibt dem früheren Mitglied die Mitgliedschaft erhalten. Über die Aufteilung der Geschäftsanteile muss aber der eigene Gesellschafts- oder Fusionsvertrag befinden.

Alle sonstigen auftretenden Unklarheiten gehören in den Entscheidungsbereich des Vorstandes.

Art. 7. Änderung der Menge an gelieferten Biomassen.

Ändert sich durch irgendwelche Umstände (Betriebserweiterung, Betriebsfusion, ...) die Mengen an Gülle und Festmist, welche von den einzelnen Mitgliederbetrieben an die Biogasanlage geliefert werden, so hat der Vorstand die Möglichkeit die Annahme der zusätzlichen Mengen an Gülle und Festmist zu verweigern oder Annahmebedingungen für die zusätzliche Menge an landwirtschaftlichen Biomassen zu definieren.

Im Anhang befindet sich eine Liste mit dem entsprechenden Viehbestand der einzelnen Betriebe mit der berechneten Menge an Gülle und Festmist.

Generell hat der Vorstand die Möglichkeit die Annahme von verschiedenen landwirtschaftlichen Biomassen zu verweigern insofern eine wirtschaftliche Verarbeitung der entsprechenden Biomassen nicht gewährleistet werden kann. Gründe welche die wirtschaftliche Verwertung in Frage stellen können sind zum Beispiel zu grosse Transportentfernungen oder ein zu niedriger Energiegehalt.

Art. 8. Ausscheidungsgründe:

Die Mitgliedschaft endigt:

- durch freiwilligen Austritt ab dem Zeitpunkt des Erhaltes eines an den Vorstand adressierten eingeschriebenen Briefes,

- durch Ausschluss laut den Dispositionen des Artikels 9,

- durch den Tod ab dem Datum des Todesfalles,
- durch Auflösung oder Konkurs im Falle einer juristischen Person und dies ab dem Datum wo dieser Tatbestand erfüllt ist,
- durch Aufgabe des landwirtschaftlichen Betriebes und dies ab dem Datum wo dieser Tatbestand erfüllt ist.

Art. 9. Kündigung durch ein Mitglied.

Die Mitglieder verpflichten sich, während der ersten 3 Jahre der Mitgliedschaft nicht zu kündigen. Die Kündigung der Mitgliedschaft ist schriftlich während den ersten sechs Monaten des Geschäftsjahres an den Vorstand zu richten.

Art. 10. Ausschliessung eines Mitglieds.

Ein Mitglied, welches dem Zweck der Genossenschaft, den Bestimmungen der Satzung und Geschäftsordnung zuwiderhandelt, kann nach vorheriger Anhörung oder Vorladung, durch Beschluss des Vorstandes ausgeschlossen werden. Der Beschluss ist innerhalb von acht Tagen durch eingeschriebenen Brief mitzuteilen. Das ausgeschlossene Mitglied kann innerhalb eines Monats nach dieser Zustellung, durch einen an den Vorstand gerichteten Einschreibebrief bei der Generalversammlung Berufung einlegen. Die nächste Generalversammlung entscheidet endgültig mit einfacher Stimmenmehrheit.»

Référence de publication: 2014071834/45.

Bluehive Opportunities, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 187.116.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth of May.

Before Maître Francis Kessler, notary residing at Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

- BlueHive Capital S.A.S., a company incorporated in France, registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 795208230, having its registered office at 36, rue de l'Arcade, 75008 Paris, France, and authorized as a management company by the French Autorité des Marchés Financiers under number GP-14000001,

here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, having her professional address in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal, dated 12th May 2014;

Hereinafter referred to as the "Party".

The above mentioned proxy, being initialed *in varietur* by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has, in the capacity of which it acts, requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles of Association") of a public limited company ("société anonyme") (the "Company"), the incorporation of which such party has approved.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company ("société anonyme"), formed as an investment company with variable capital ("SICAV") and Specialized Investment Fund, governed by the present articles of association (the "Articles" or "Articles of Association") and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the "1915 Law") and the law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the "2007 Law").

Art. 2. Name. The Company's name is BlueHive Opportunities.

Art. 3. Purpose. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's (the "CSSF") circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to extent permitted by law, the board of directors of the Company (the “Board”) may decide to transfer the registered office of the Company within the municipality by a resolution of the Board. The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board determines that extraordinary political, economical or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its shareholders or members of the Board of Directors.

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into thirty-one (31) fully paid up Shares, with no par value. The Company’s share capital shall at any time be equal to its net asset value, as determined in accordance with Article twelve (12) hereafter.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within 12 (twelve) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law.

Art. 7. The sub-funds and classes of shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Company’s private placement memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Company’s private placement memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class.

Art. 8. Form of shares / Register of shareholders. Shares will only be issued in registered form.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders. Such register shall contain the name and address of each shareholder, the number of shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The registration of the shareholder’s name in the register of shares evidences its right of ownership over such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding.

The shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued, up to 4 (four) decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of shares is exclusively restricted to «Well-Informed Investors» as defined in the 2007 Law.

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the private placement memorandum of the Company, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For such purposes the Board of Directors may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such share being held by a person who is precluded from holding shares of the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder’s shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares of the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares of the Company is a legal or beneficial owner of shares or holds shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all shares held by such shareholder.

Art. 10. Issue of shares. Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the net asset value thereof as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof on the basis of the fair value principle. The Board of Directors may also decide that an issue commission has to be paid. The allotment of Shares is conditional upon payment and if timely payment has not been received within the settlement period, the subscription may lapse and be cancelled at the cost of the investor or the investor's financial intermediary. If payment is not received in full, the relevant allotment of Shares may be reduced accordingly. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any sub-fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the valuation date) as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the net asset value determined for the applicable valuation date. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the net asset value determined for the following valuation date. The investor will bear any taxes or other expenses attaching to the application.

The Board of Directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities to any shareholder who agrees to comply with any conditions set forth by the Board of Directors from time to time including, but not limited to, the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company which shall be available for inspection, and provided that such securities comply with the investment restrictions and policies of the relevant sub-fund, as set forth in the Company's private placement memorandum. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities, including the auditor's costs for preparing any valuation report required, shall be borne by the shareholder making such contribution.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for shares in whole or in part.

Art. 11. Transfer and conversion of shares. Any transfer of shares to the existing shareholders or to any third party shall require the prior written approval of the Board of Directors and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

The Board shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an eligible investor within the meaning of the Law.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the Board of Directors.

Unless otherwise provided for within the Company's private placement memorandum, (i) shares of a sub-fund may not be converted for shares in another sub-fund and (ii) shares of a sub-fund may be converted for shares in another class of shares of the same sub-fund, subject to the prior written approval of the Board of Directors.

Art. 12. Net asset value. The net asset value of the Company shall be determined as often as the Board of Directors may think useful, but in no event less than once a year.

The net asset value will be expressed in Euro and shall be determined by the Board of Directors on the basis of the fair valuation of the underlying assets of the Company as provided by the Board of Directors on each valuation date by aggregating the value of all assets of the Company and deducting all liabilities of the Company.

Art. 13. Suspension. The Board of Directors may temporarily suspend the calculation of the net asset value during:

a) any period when, in the reasonable opinion of the Board of Directors, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or

b) any period when any of the principal markets (where applicable) on which a substantial proportion of the investments of the Company are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical; or

d) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments or the currency price or values on any such stock exchange; or

e) when, following redemption requests, it has not proved possible to dispose of the assets of the concerned sub-fund (s) as necessary as a consequence of the markets' liquidity; or

f) upon decision of the Board of Directors to liquidate a sub-fund or to propose to the general meeting of shareholders the liquidation of the Company; or

g) in any other case where deemed necessary by the Board of Directors in the exclusive interest of the Company or of its shareholders.

Art. 14. Redemption of shares. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund, to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the private placement memorandum of the Company for each sub-fund.

The payment of the redemption price shall be made for cash or consideration in kind at the discretion of the Board of Directors. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other shareholders of the Company. In compliance with the provisions of the 2007 and 1915 Laws, any redemption for consideration in kind shall be subject to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

Redemption of shares shall be made at a price, which is determined by the Board of Directors to be the fair value for the shares to be redeemed by applying the principles described in the Company's private placement memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Company's private placement memorandum of the Company are furthermore applicable.

The Company may decide to compulsorily redeem at its sole discretion the shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

a) the shares are held by shareholders not authorized to buy or own shares in the Company, e.g. a shareholder that no longer qualifies as «Well-Informed Investor» as defined in the 2007 Law or such shareholder (or an affiliate of the same) that becomes a U.S. Person as referred to in the Company's private placement memorandum;

b) in the event that a shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) in case of liquidation or merger of sub-funds or classes of shares;

d) the shares that are held in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having, or which may have, adverse regulatory, tax or fiscal consequences for the Company or the shareholders or otherwise be detrimental to the interests of the Company;

e) in all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in this Article or in the Company's private placement memorandum.

Except in the cases c) and e) above the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 15. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors of the Company, composed of not less than three (3) members. The members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 16. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a Chairman and may choose from among its members one or more Vice-Chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint any officer or agent of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by e-mail, telefax or

any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or by e-mail, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing or by e-mail, telefax or any other similar or electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, the Chairman having a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by facsimile or any other similar or electronic communication means.

Art. 17. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 18. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 19. Delegation of Power. The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors. The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the private placement memorandum of the Company.

Art. 20. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers or agent or daily manager or employee of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, daily manager or employee of such other company or firm. Any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company who serves as a director, officer, agent, daily manager or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director, officer, agent, daily manager or employee shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's, officer's, agent's, daily manager's or employee's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorized Director or officer, or agent or daily manager of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 22. Indemnification. The Company will indemnify, out of its assets only, the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and the Alternative Investment Fund Manager for any claims, damages and liabilities to which they may become subject because of their status as managers, officers, employees or agents of the Company, the Board of Directors, or the Alternative Investment Fund Manager, or by reason of any actions taken or omitted to be taken by them in connection with the Company.

No indemnity shall be provided to the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and the Alternative Investment Fund Manager for losses sustained (A) by reason of willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of their office; (B) where they shall have been finally

adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that their action was in the best interests of the Company; and/or (C) in the event of a settlement, unless there has been a suitable determination that such manager, officer, employee, agent of the Company, the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager did not engage in willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office.

Art. 23. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

Upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital, one or more new items shall be added to the agenda of any general meeting of shareholders. Such demand shall be addressed to the registered office of the Company by registered mail at least five (5) days before such meeting.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company (or elsewhere as may be specified in the convening notice), on the second Monday of June each year at the time indicated in the convening notice. The first annual meeting shall be held on June 8th in 2015.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual meeting shall be held on the next banking day.

Other meetings of shareholders, including meetings of shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company unless otherwise provided herein.

Any shareholder may participate in a general meeting of shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole share of the Company is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast.

Art. 24. Financial Year. The Company's financial year begins on 1st January and closes on 31st December of the same year.

Art. 25. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 26. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé» who shall be appointed by the shareholders. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 27. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Company's private placement memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such distribution the net asset value of the Company would fall below EUR 1,250,000.- (one million two hundred fifty thousand Euros). Dividends not claimed within five years of their due date will lapse and revert to the relevant class of shares.

Art. 28. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The depositary shall assume towards the Company and the shareholders the responsibilities set out in the 2007 Law (notably in article 16 of the 2007 Law), the depositary agreement and any other law applicable.

In the event of termination of the depositary agreement or the resignation of the depositary, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as depositary and upon doing so the Board of Directors shall appoint such financial institution to be depositary in place of the former depositary.

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities approved by the CSSF) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant class in proportion to their holding of such shares in such sub-fund or class, and whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds of the minimum capital (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's share capital falls below one quarter of the minimum capital increased by the share premium (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the shareholders owning one quarter of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter of the minimum capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting in accordance with the pertinent provisions of these Articles of Association.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in compliance with applicable laws. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of the Company shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

Art. 30. Termination, liquidation and merger of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds (having or not a limited duration) in the best interests of the shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or where such action is required in order to protect the interests of shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a sub-fund falls below an amount determined in the Company's private placement memorandum and the Board of Directors determines that the interests of the shareholders of that same class or sub-fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the shareholders of the relevant class or sub-fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

A termination contemplated above may be combined with a contribution to one or several sub-fund(s) or class(es) within the Company or to one or several other sub-fund(s) or class(es) of another undertaking for collective investment (under the corporate or the contractual type form) in the best interests of the shareholders.

Where the undertaking for collective investment that will receive the contribution is a mutual fund (fonds commun de placement), the decision to contribute will only be binding on shareholders who have agreed to make a contribution.

A sub-fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the assets of the consenting shareholders shall be so contributed.

Art. 31. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 32. Definitions and Interpretation. References to articles are to the Articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on 31st December 2014.

The first annual general meeting shall be held on June 8th in 2015.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) and has been subscribed as follows:

BlueHive Capital S.A.S.: thirty-one (31) shares.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to three thousand euros (EUR 3,000.-).

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote and with the approval of the Board of Directors:

First resolution:

The following persons are elected as member of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:

- Mr Aymeric LECHARTIER, born on 11/02/1972 in Fontainebleau (France), having his professional address at 107-111 Fleet Street, London EC4A 2AB, United Kingdom;

- Mr Bertrand GIBEAU, born on 08/07/1979 in Limoges (France), having his professional address at 51, rue Sainte Anne, 75002 Paris, France; and

- Mr Sébastien BOUCHER, born on 07/07/1976 in Argenteuil (France), having his professional address at 36, rue de l'Arcade, 75008 Paris, France.

Second resolution

The address of the registered office of the Company is set at 2, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

Has been elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of shareholders to be held in 2015:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative

B.P. 1443

400, route d'Esch

L-1471 Luxembourg

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English only.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 mai 2014. Relation: EAC/2014/6935. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014071930/426.

(140084338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

Cresco Capital Urban Yurt S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 187.141.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of April.

Before the undersigned Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed.

There appeared:

1.- Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., a company formed and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Company Register of Luxembourg under number B 184916 (the "Unlimited Shareholder"),

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, private employee, having his professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

2.- LJ Cresco Holdings Limited a company formed and existing under the laws of Isle of Man, having its registered office at Commerce House, 1 Bowring Road, Ramsey, Isle of Man IM8 2LQ, registered with the Registrar of Companies of the Isle of Man under number 009896V (the "Limited Shareholder", together with the Unlimited Shareholder being referred to hereafter the "Shareholders"),

hereby represented by Mister Gianpiero SADDI, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The prenamed proxies, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a Société en Commandite par Actions which they declared to organize among themselves.

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. - Name, Duration, Object, Registered Office

Art. 1. Form - corporate name. There is hereby established among Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., in its capacity of sole Unlimited Shareholder of the Company (herein referred to as the "General Partner" or the "Unlimited Shareholder") and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg company (the "Company") under the form of a "Société en Commandite par Actions" governed by the present articles of incorporation (the "Articles") and by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"). The Company is hereby formed under the name "Cresco Capital Urban Yurt S.C.A."

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period from the date hereof. The Company may be dissolved prior to the end of its life by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 3. Object. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory Registered Office.

The Registered Office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, the Registered Office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be taken by the General Partner.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand and six euro (EUR 31,006.-) represented by one (1) share of the General Partner (the "Unlimited Share") having a par value of one Euro (EUR 1.-), two thousand and sixty-seven (2,067) class A tracker shares having a par value one Euro (EUR 1.-) (the "Class A Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class B tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class B Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class C tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class C Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class D tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class D Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class E tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class E Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class F tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class F Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class G tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class G Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class H tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class H Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class I tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class I Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class J tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class J Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class K tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class K Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class L tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class L Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class M tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class M Tracker Shares"), two thousand and sixty-seven (2,067) class N tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class N Tracker Shares") and two thousand and sixty-seven (2,067) class O tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) (the "Class O Tracker Shares", and, together with the Class A Tracker Shares, the Class B Tracker Shares, the Class C Tracker Shares, the Class D Tracker Shares, the Class E Tracker Shares, the Class F Tracker Shares, the Class G Tracker Shares, the Class H Tracker Shares, the Class I Tracker Shares, the Class J Tracker Shares, the Class K Tracker Shares, the Class L Tracker Shares, the Class M Tracker Shares and the Class N Tracker Shares, the "Limited Shares", which shall be held by the unlimited shareholders, and together with the Unlimited Share, the "Shares").

The Class A Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series A Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class A Tracker Shares).

The Class B Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series B Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class B Tracker Shares).

The Class C Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series C Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class C Tracker Shares).

The Class D Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series D Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class D Tracker Shares).

The Class E Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series E Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class E Tracker Shares).

The Class F Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series F Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class F Tracker Shares).

The Class G Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series G Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class G Tracker Shares).

The Class H Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series H Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class H Tracker Shares).

The Class I Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series I Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class I Tracker Shares).

The Class J Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series J Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class J Tracker Shares).

The Class K Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series K Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class K Tracker Shares).

The Class L Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series L Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class L Tracker Shares).

The Class M Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series M Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class M Tracker Shares).

The Class N Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series N Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class N Tracker Shares).

The Class O Tracker Shares track any income and proceeds (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series O Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class O Tracker Shares).

The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholders.

The authorised capital is fixed at two million and eleven euro (EUR 2,000,011.-) represented by one (1) Unlimited Share and one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class A Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class B Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class C Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class D Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class E Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class F Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class G Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class H Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class I Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class J Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class K Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class L Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class M Tracker Shares, one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class N Tracker Shares, and one hundred thirty three thousand three hundred and thirty-four (133,334) Class O Tracker Shares. Each authorized share of each class has a nominal value of one euro (EUR 1,-).

The authorised capital and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The General Partner is authorised and empowered, within the limits of the authorised capital, to (i) realise any increase of the issued capital in one or several successive tranches, following, as the case may be, the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the General Partner within the limits of the authorised capital under the terms and conditions of warrants (which may be separate or attached to shares, bonds, notes or similar instruments), convertible bonds, notes or similar instruments as from time to time issued by the Company, by the issuing of new shares, with or without share premium, against payment in cash or in kind, by conversion of claims on the Company or in any other manner; (ii) determine the place and date of the issue or successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares; and (iii) remove or limit the preferential subscription right of the shareholders in the case of issue of shares against payment in cash. This authorisation is valid during a period ending on 7 April 2019 and it may be renewed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, the Laws for any amendment of the Articles of Association.

Following each increase of the issued capital within the limits of the authorised capital, realised and duly stated in the form provided for by the Laws, article 5 will be modified so as to reflect the actual capital increase. Such modification will be recorded in a notarial deed upon the instructions of the General Partner or of any person duly authorised and empowered by the General Partner for this purpose. The Company may acquire its own shares (other than the Unlimited Share) within the limits laid down by the Law. In no circumstances may a shareholder request the Company for the redemption of its shares.

Art. 6. Transfer of Shares. Any transfer of Shares shall be made in accordance with the Law and notified to the Company.

Art. 7. Form of shares. The Shares shall exclusively be in registered form.

A register of registered shares shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

If a registered Shareholder does not provide any address where the notices and information issued by the Company can be sent, this should be mentioned in the Shareholders' register and the address of the Shareholder shall be supposed to be the Registered Office of the Company or another address which shall be registered until such holder provides another address to the Company.

Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Payments on Shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the General Partner shall from time to time determine. Any amount called up on Shares will be charged equally on all outstanding Shares which are not fully paid up.

Chapter III. - Management and Supervisory Board

Art. 8. Management. The Company shall be managed by Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., in its capacity as General Partner and sole Unlimited Shareholder of the Company.

The General Partner may consult the Supervisory Board pursuant to Article 15 of the Articles.

The General Partner may enter into administration and management agreements with and on behalf of the Company.

Art. 9. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

Art. 10. Delegation of powers. The General Partner may delegate its powers for specific tasks to one or several persons ("Manager(s)"). Each Manager may accomplish, in the name of the Company, all acts necessary or useful for the achievement of the Company's object.

The General Partner shall determine the Managers' responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

The General Partner and/or each Manager are each authorised to sub-delegate their powers to one or more delegate (s) who will only be liable for the execution of their mandate.

Art. 11. Representation. The Company will be bound towards third party by the single signature of the General Partner, represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of the General Partner, or by the single signature of any Manager, if any, in the framework of its delegated powers. This shall include and apply, in particular, to the payment of investment management fees or other fees, costs and disbursements by the Company to the General Partner.

Art. 12. Removal of the General Partner. The General Partner cannot be removed without its consent. Any court action to remove the General Partner will require the prior written consent of the General Partner. The Company shall not be automatically dissolved in case of dissolution, legal incapacity, resignation, impediment, bankruptcy or any other situation of concurrence of the General Partner.

In case of either situation or event provided for in Article 12 §1st, the president of the district court (Tribunal d'Arrondissement) dealing in commercial matters shall, at the request of any interested party and on the basis of article 22-8 of the Law, appoint a provisional administrator, who does not need to be a Shareholder. The provisional administrator shall convene an extraordinary general meeting of Shareholders in accordance with Article 19 within fifteen (15) Business Days of his or her appointment.

The duties of the provisional administrator consist of performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of Shareholders has appointed one or more new General Partner(s).

Art. 13. Limited Shareholder's rights. The Limited Shareholders may not carry out any management act vis-à-vis of third parties.

Each Limited Shareholder is, toward third parties, jointly and severally liable for all liabilities of the Company in which he/she/it has participated in violation of the prohibition provided for in the preceding paragraph.

Each Limited Partner is also jointly and severally liable towards third parties, even for the commitments in which he/she/it did not participate, if he/she/it used to perform management acts toward those third parties.

The following acts are not considered management acts for which the Limited Shareholders are liable in accordance with Clause 13 §2, (i) the exercise of shareholder rights, (ii) the opinions and advice given to the Company, its affiliates or their respective managers, (iii) control and supervisory acts, (iv) the granting of loans, guarantees or securities or any other assistance to the Company, or its affiliates, and (v) the authorizations given to the General Partner in the cases provided in the Articles for the acts exceeding their powers.

Art. 14. Liability of the Shareholders and the General Partner. The General Partner as Unlimited Shareholder shall be jointly and severally liable with the Company for all liabilities of the Company which cannot be met out of the Company's assets.

Without prejudice to Article 13 §2 and §3, the Limited Shareholders shall only be liable to the amount of either their contribution to the Company or their commitment to the Company.

The Manager(s) that do not have the capacity of a General Partner are only liable for the execution of their mandate and the misconducts committed in their management.

Art. 15. Supervisory Board. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be or are audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three members, elected by the general meeting of Shareholders, for a period not exceeding six years (the "Supervisory Board").

They may be removed at any time and without justification by a resolution of the general meeting of Shareholders.

They will remain in function until their successors have been appointed.

In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for 6 years from the date of his election.

For the carrying of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the Law.

The members of the Supervisory Board shall neither participate nor interfere with the management of the Company but may advise the General Partner on such matters as the General Partner may determine.

Art. 16. Investment IC. The General Partner shall establish an investment committee (the "IC") which will meet periodically in order to discuss and approve the following Company investment issues:

- a) Investments in any property or property portfolio
- b) Refinancing of property or property portfolio
- c) Divestments of any property or property portfolios

The IC shall be composed of three (3) members, two (2) representatives being appointed upon proposal by LJ Cresco Holding Limited, in its capacity as Limited Shareholder,; and one (1) representative being appointed upon proposal by the General Partner.

Each party which is entitled to appoint one or more members is also entitled (but not obliged) to appoint an equal number of substitute representatives. Substitute representatives shall be entitled to attend IC meetings and perform any other actions in respect of the IC, to the extent that the original representative is prevented from attending or performing such action.

The IC shall convene a meeting at least once each calendar quarter or as otherwise agreed by the members of the IC. Meetings are to be scheduled and convened by the General Partner. Notice of meetings must be provided to the representatives with three (3) weeks' written notice including the agenda for such a meeting. Absent another agreement among the representatives on the IC, any members of the IC may convene a meeting of the IC with three (3) weeks' written notice in the month following any calendar quarter in which no meeting was convened.

A meeting may be convened for emergency reasons with one (1) week's notice provided that all representatives request in writing (including via e-mail) that such a meeting be convened. Requests shall be sent to the General Partner who shall convene the meeting.

Meetings may take place via telephone or videoconference provided all of the representatives agree or expressly waive their right to attend (including by way of a substitute representative). Written minutes of the meeting shall be distributed within three (3) days of such a meeting.

The General Partner shall appoint a representative to act as a chairman of the IC. The chairman of the IC shall be responsible for chairing IC meetings.

Each representative on the IC shall have an equal vote when deciding any relevant matters brought to a vote by the IC. All votes and decisions made by the IC shall be recorded in minutes which shall be circulated to the members of the IC and provided in copy form to the management of the Company without delay.

A vote passed by fifty one per cent (51%) of the representatives present on the IC shall be binding on the General Partner.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company.

The meeting of Shareholders shall deliberate only on the matters, which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the Law.

Art. 18. Annual general meeting. The annual general meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company, on the Third of June at 2p.m..

Art. 19. Other general meeting(s). The other general meetings of Shareholders may be held at a time and a place as specified in the notice of meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's capital so require. Unless otherwise provided herein, the convening notice and the general meetings shall be subject to the conditions and delays foreseen by the Law.

Art. 20. Convening notice and vote. The general meeting may be convened by way of a notice fixing the agenda of the meeting sent by registered letter, mail or fax at least eight days before the meeting in compliance with the Laws or the Articles of Association.

Unless otherwise provided by the Law or by the Articles, all resolutions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders are adopted by simple majority of the Shares present or represented, regardless of the proportion of the capital represented, provided that the consenting vote of the General Partner shall be required for such resolutions to be adopted.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the object or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast of the Shareholders present or represented, and subject to the approval of the General Partner. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders (including the General Partner) and in compliance with any other legal requirement.

Art. 21. Attendance, Representation. Any Share, being Unlimited Share or being Limited Share, is carrying one voting right in the general meeting.

A Shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing another person as his/her proxy in writing including by letter, fax or e-mail.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each Shareholder or the representatives of each Shareholder participating, being able to hear and to be heard by all other participating Shareholders using this technology shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax or telegram or telex or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior written notice.

Chapter V. - Business year, Distribution of profits

Art. 22. Business year. The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year, which commences on the date of incorporation of the Company and ends on December 31, 2014.

The General Partner draws up the balance sheet and the profit and loss account. The General Partner submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the Supervisory Board who shall make a report containing comments on such documents.

Art. 23. Distribution of profits. The annual net profit determined each year in accordance with the applicable legal provisions and accounting principles shall be allocated as follows:

- each year at least five per cent of the net profits have to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company;
- after allocation to the legal reserve and subject to any mandatory provision of the law, remaining profits shall, subject to the approval of the General Partner, be distributed and paid as follows:

(a) the holders of the Class A Tracker Shares will, at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class A Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series A Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class A Tracker Shares) (the "Class A Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class A Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

(b) the holders of the Class B Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class B Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits,

(k) the holders of the Class K Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class K Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series K Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class K Tracker Shares) (the "Class K Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class K Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

(l) the holders of the Class L Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class L Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series L Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class L Tracker Shares) (the "Class L Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class L Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

(m) the holders of the Class M Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class M Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series M Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class M Tracker Shares) (the "Class M Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class M Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

(n) the holders of the Class N Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class N Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series N Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class N Tracker Shares) (the "Class N Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class N Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

(o) the holders of the Class O Tracker Shares will at the time of such distribution, pro rata to the capital invested (nominal value and, as the case may be, share premium) by each holder of Class O Tracker Shares in respect of such shares, be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) derived by the Company's investment in the Series O Projects (as defined in the subscription agreement relating to the subscription of such Class O Tracker Shares) (the "Class O Investment Net Income"), such proceeds and income are derived by the Company minus (ii) any costs directly related to the Class O Investment Net Income, items (i) and (ii) to be determined by the General Partner.

The general meeting of the Shareholders, upon the proposal of the General Partner, shall decide upon the disposal of the remainder, if any, of the profits which are not directly derived by the Company from its direct investments in the Series Projects (as described in the respective subscription agreement). It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend, transfer it to the reserve or carry it forward. In case of declaration of payment by the general meeting of the shareholders of all or part of the remainder of the profits as dividends, such dividends will be paid to the Shareholders on a pro rata basis to the number of Shares held by them.

The General Partner may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by the Law.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders voting in the same quorum and majority as for the amendment of the Articles.

In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the general meeting of Shareholders who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholders in accordance with the distribution provisions provided for in Article 22.

Chapter VIII.- Applicable law.

Art. 24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31st December 2014.

Subscription-payment

Thereupon, the appearing parties, represented as stated here-above, declare to subscribe to the shares of the Partnership as follows:

1) Cresco Capital Urban Yurt Holdings, prenamed, subscribes to one (1) share of the General Partner, having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and pays the said share up to the extent of twenty-five percent (25%), by way of a contribution in cash of an amount of twenty-five Eurocent (EUR 0.25);

2) LJ Cresco Holdings Limited, prenamed, subscribes to:

- two thousand and sixty-seven (2.067) class A tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class B tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class C tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class D tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class E tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class F tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class G tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class H tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class I tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class J tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- thousand and sixty-seven (2.067) class K tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class L tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class M tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class N tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,
- two thousand and sixty-seven (2.067) class O tracker shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each,

and pays the said Class A to O Shares up to the extent of twenty-five percent (25%), by way of a contribution in cash of an amount of seven thousand seven hundred fifty-one Euro twenty-five Eurocent (EUR 7,751.25);

Evidence of the above cash payments, as listed under items 1) to 2), has been given by a bank certificate to the undersigned notary, who expressly acknowledges the availability of the amount of seven thousand seven hundred fifty-one Euro and fifty Eurocent (EUR 7,751.50).

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended and expressly states that they have been fulfilled.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Partnership as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred (1.500,-) euro.

First extraordinary general meeting of shareholders

The above Shareholders representing the totality of shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary, by her surname, Christian name, civil status and residence, the proxyholder of the persons appearing signed together with the notary the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the proxyholder of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept avril.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1) Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 184916 (l'«Actionnaire Commandité»),

Ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, ayant son adresse professionnelle au L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2) LJ Cresco Holdings Limited, une société de droit de l'île de Man, ayant son siège social à Commerce House, 1 Bowring Road, Ramsey, île de Man IM8 2LQ, inscrite au Registra of Companies de l'île de Man sous le numéro 009896V (l'«Actionnaire Commanditaire», ensemble avec l'«Actionnaire Commandité étant définis ci-après comme les «Actionnaires»),

Ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société en commandite par actions de droit luxembourgeois dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

STATUTS

Titre I^{er} . - Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination et forme. Il existe entre Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., en sa qualité d'Associé Gérant Commandité unique de la Société (ci-après dénommé l'«Associé Gérant Commandité» ou l'«Associé Commandité») et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions mentionnées ci-après, une société luxembourgeoise (la «Société» sous forme de société en commandite par actions régie par la loi grand-ducale du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), et par les présents statuts (les «Statuts»), sous la dénomination de «Cresco Capital Urban Yurt S.C.A.»

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée, à compter de la date de la présente. La Société peut être dissoute avant la fin de sa durée de vie par décision des Associés statuant conformément aux mêmes exigences de vote et de quorum qu'en matière de modification des Statuts.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés commerciales, industrielles, financières ou autre, au Luxembourg ou à l'étranger; l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription d'option ou de prise ferme, de négociation ou de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et de licences et d'autres droits de propriété et d'intérêt dans des biens que la Société jugera aptes et généralement la conservation, la gestion, la mise en valeur, la vente ou le transfert de ceux-ci, en partie ou en totalité, selon ce que la Société jugera appropriée et en particulier en ce qui concerne les actions ou les valeurs mobilières d'une société qui achètent les mêmes. La Société a encore pour objet de conclure, d'assister ou de participer à des opérations financières, commerciales ou autres et d'accorder à toute société de holding, succursale ou filiale ou toute autre société liée d'une quelconque manière avec la société, ou ladite société de holding, succursale ou filiale, dans lesquelles la société a un intérêt financier direct ou indirect, toute assistance, prêts, avances ou garanties; elle peut emprunter et récolter des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de ses emprunts et enfin, effectuer toute opération liée directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes les opérations commerciales, techniques et financières liées directement ou indirectement à l'ensemble des domaines décrits ci-avant afin de faciliter la réalisation de l'objet social.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société (le «Siège social») est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

L'Associé Gérant Commandité est autorisé à modifier l'adresse de la Société à l'intérieur de la Commune du Siège social statutaire.

Le Siège Social pourra être transféré ultérieurement à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés adoptée selon la manière requise pour la modification des Statuts.

Lorsqu'il est estimé que des développements ou événements politiques, économiques, sociaux ou militaires extraordinaires de nature à compromettre l'activité normale au siège social sont imminents, le siège social peut être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. De telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, restera une société de droit luxembourgeois. La décision relative au transfert du Siège social à l'étranger sera prise par l'Associé Gérant Commandité.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 5. Capital. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille et six euros (EUR 31.006,-) représenté par une (1) action de l'Associé Gérant Commandité (l'«Action de Commandité») d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe A d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) (les «Actions

Traçantes de Classe A”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe B d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe B”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe C d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe C”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe D d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe D”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe E d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe E”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe F d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe F”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe G d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe G”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe H d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe H”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe I d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe I”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe J d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe J”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe K d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe K”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe L d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe L”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe M d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe M”), deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe N d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe N”) et deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe O d’une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) (les “Actions Traçantes de Classe O”, et, avec les Actions Traçantes de Classe A, les Actions Traçantes de Classe B, les Actions Traçantes de Classe C, les Actions Traçantes de Classe D, les Actions Traçantes de Classe E, les Actions Traçantes de Classe F, les Actions Traçantes de Classe G, les Actions Traçantes de Classe H, les Actions Traçantes de Classe I, les Actions Traçantes de Classe J, les Actions Traçantes de Classe K, les Actions Traçantes de Classe L, les Actions Traçantes de Classe M et les Actions Traçantes de Classe N, les “Actions de Commanditaire”, qui seront détenues par les actionnaires commandités, et ensemble avec l’Action de Commandité, les “Actions”).

Les Actions Traçantes de Classe A tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série A (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe A).

Les Actions Traçantes de Classe B tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série B (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe B).

Les Actions Traçantes de Classe C tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série C (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe C).

Les Actions Traçantes de Classe D tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série D (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe D).

Les Actions Traçantes de Classe E tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série E (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe E).

Les Actions Traçantes de Classe F tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série F (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe F).

Les Actions Traçantes de Classe G tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série G (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe G).

Les Actions Traçantes de Classe H tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série H (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe H).

Les Actions Traçantes de Classe I tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série I (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe I).

Les Actions Traçantes de Classe J tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série J (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe J).

Les Actions Traçantes de Classe K tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série K (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe K).

Les Actions Traçantes de Classe L tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série L (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe L).

Les Actions Traçantes de Classe M tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série M (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe M).

Les Actions Traçantes de Classe N tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série N (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe N).

Les Actions Traçantes de Classe O tracent les produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société de son investissement direct dans les Projets de Série O (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe O).

Les détenteurs des Actions sont collectivement dénommés les "Actionnaires".

En plus du capital, il est possible de créer un compte de prime, sur lequel sera transférée toute prime payée pour n'importe quelle action. Le montant du compte de prime en question est mis à la libre disposition des Actionnaires.

Le capital autorisé est fixé à deux millions et onze euros (EUR 2.000.011,-) représenté par une (1) Action de Commandité et cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe A, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe B, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe C, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe D, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe E, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe F, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe G, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe H, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe I, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe J, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe K, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe L, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe M, cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe N, et cent trente-trois mille trois cent trente-quatre (133.334) Actions Traçantes de Classe O. Chaque action autorisée de chaque classe présente une valeur nominale de un euro (EUR 1,-).

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société pourront être augmentés ou réduits par décision des Actionnaires adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

L'Associé Gérant Commandité est autorisé et mandaté, dans les limites du capital autorisé, à (i) réaliser toute augmentation du capital émis en une ou plusieurs fois, à la suite, le cas échéant, de l'exercice de droits de souscription et/ou aux droits de conversion accordés par l'Associé Gérant Commandité à concurrence du capital autorisé conformément aux termes et conditions des bons de souscription (qui peuvent être séparés ou attachés aux actions, obligations, billets à ordre ou instruments similaires), d'obligations convertibles, de billets à ordre ou instruments similaires émis de temps à autre par la Société, en émettant de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, contre des apports en numéraire ou en nature, par conversion de créances de la Société, ou de toute autre manière; (ii) fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions de la souscription et de la libération des actions nouvelles; et (iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cas d'une émission d'actions contre apport en numéraire. Cette autorisation est valable pendant une période se terminant le 7 avril 2019 et peut être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

A la suite de chaque augmentation du capital émis dans le cadre du capital autorisé, réalisée et dûment constatée dans les formes prévues par les Lois, l'article 5 sera modifié afin de refléter l'augmentation du capital. Une telle modification sera constatée sous forme authentique par l'Associé Gérant Commandité ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet par l'Associé Gérant Commandité. La Société peut acquérir ses propres actions (autres que l'Action

de Commandité) dans les limites définies par la Loi. En aucun cas, un actionnaire ne peut demander à la société le rachat de ses actions

Art. 6. Transfert d'Actions. Tout transfert d'Actions doit se faire conformément à la Loi et être notifié à la société.

Art. 7. Forme des actions. Les Actions sont émises sous forme nominative exclusivement.

Il est tenu au siège social de la Société un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société considère la personne au nom de laquelle les Actions sont enregistrées comme ayant la pleine propriété des Actions.

Si un actionnaire inscrit ne fournit pas d'adresse à laquelle envoyer les notifications et les informations émises par la Société, ce fait doit être mentionné dans le registre des Actionnaires et l'adresse de l'Actionnaire est supposée être celle du Siège social de la Société ou toute autre adresse qui sera enregistrée jusqu'à ce que ledit titulaire fournisse une autre adresse à la Société.

Les Actions de la Société sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Les versements à effectuer sur les Actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que l'Actionnaire Commandité déterminera de temps en temps. Tout versement à effectuer sur des Actions sera imputé de façon égale sur toutes les Actions en circulation qui ne sont pas entièrement libérées.

Titre III. - Gestion et Conseil de surveillance

Art. 8. Gestion. La Société est gérée par Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l., en sa qualité d'Associé Gérant Commandité et d'Associé Gérant Commandité unique de la Société.

L'Associé Gérant Commandité peut consulter le Conseil de surveillance conformément à l'Article 15 des Statuts.

L'Associé Gérant Commandité peut conclure des contrats d'administration et de gestion avec et au nom de la Société.

Art. 9. Pouvoirs de l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Art. 10. Délégation de pouvoirs. L'Associé Gérant Commandité peut déléguer ses pouvoirs ou des mandats spéciaux à une ou plusieurs personnes (le ou les "Gérants"). Chaque Gérant peut accomplir, au nom de la Société, tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

L'Associé Gérant Commandité détermine les responsabilités et la rémunération (le cas échéant), la durée de la représentation et toute autre condition pertinente relative à cette tâche.

L'Associé Gérant Commandité et/ou chaque Gérant est autorisé à sous-déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs délégués qui seront responsables uniquement de leur mandat.

Art. 11. Représentation. La Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature individuelle de l'Associé Gérant Commandité, représenté par ses représentants légaux ou par n'importe quelle personne déléguée conformément aux Statuts de l'Associé Gérant Commandité, ou par la signature individuelle de n'importe quel Gérant, le cas échéant, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués. Cela inclut et s'applique, en particulier, au paiement des frais de gestion de placements ou d'autres frais, dépens et débours de la société envers l'Associé Gérant Commandité.

Art. 12. Révocation de l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité ne peut pas être révoqué sans son consentement. Toute action en justice destinée à révoquer l'Associé Gérant Commandité nécessitera l'autorisation écrite préalable de l'Associé Gérant Commandité. La Société ne pourra être dissoute automatiquement en cas de dissolution, incapacité, démission, empêchement, faillite ou toute autre situation de concurrence de l'Associé Gérant Commandité.

En cas de situation ou d'événement prévu à l'Article 12 par. 1, le Président du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale désignera, à la demande de toute partie intéressée et sur la base de l'article 22-8 de la Loi, un administrateur provisoire, qui n'a pas besoin d'être Actionnaire. L'administrateur provisoire convoque une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires, conformément à l'Article 19 dans les quinze (15) jours ouvrables suivant sa nomination.

Les fonctions de l'administrateur provisoire consistent à accomplir des actes requérant l'urgence et des actes d'administration ordinaire jusqu'à ce que l'assemblée générale des Actionnaires nomme un ou plusieurs nouveaux Gérant Associé Commandités.

Art. 13. Droits des Actionnaires Commanditaires. Les Actionnaires Commanditaires ne peut pas accomplir des actes de gestion vis-à-vis des tiers.

Envers des tiers, chaque Actionnaire Commanditaire est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes de la Société dans lesquelles il a pris part en violation de l'interdiction prévue à l'alinéa précédent.

Chaque Actionnaire Commanditaire est également responsable conjointement et solidairement envers les tiers, même pour les engagements auxquels il n'a pas pris part, s'il est habitué à accomplir des actes de gestion vis-à-vis de ces tiers.

Les actes suivants ne sont pas considérés comme des actes de gestion pour lesquels les Actionnaires Commanditaires sont tenus pour responsables conformément à l'article 13 par. 2, (i) l'exercice des droits de l'actionnaire, (ii) les avis et conseils donnés à la Société, ses sociétés affiliées ou ses gérants respectifs, (iii) les actes de contrôle et de surveillance, (iv) l'octroi de prêts, de garanties ou de titres ou de toute autre aide à la Société, ses filiales et (v) les autorisations données à l'Associé Gérant Commandité dans les cas prévus dans les Statuts pour les actes dépassant leurs pouvoirs.

Art. 14. Responsabilité des Actionnaires et de l'Associé Gérant Commandité. L'Associé Gérant Commandité en sa qualité d'Associé Commandité est conjointement et solidairement responsable avec la Société pour toutes les dettes de la Société qui ne peuvent être satisfaites par l'emploi des actifs de la Société.

Sans préjudice de l'article 13 par. 2 et 3, la responsabilité des Actionnaires Commanditaires s'étend uniquement à leur apport envers la Société ou à leur engagement vis-à-vis de la Société.

Le ou les Gérants qui n'ont pas la capacité d'un Associé Gérant Commandité sont uniquement responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises au niveau de leur gestion.

Art. 15. Conseil de surveillance. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être ou sont vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, devront être contrôlés, dans la mesure de ce qui est requis par les Lois, par un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres choisis par l'assemblée générale des Actionnaires, pour une période ne dépassant pas les six ans (le "Conseil de surveillance").

Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des Actionnaires.

Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de la durée de son mandat, il est réputé avoir été élu pour un terme de six ans à compter de la date de son élection.

Pour l'exécution de ses fonctions de supervision, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, conformément à l'article 62 de la Loi.

Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent participer, ni interférer avec la gestion de la Société mais peuvent aviser l'Associé Gérant Commandité sur des questions que l'Associé Gérant Commandité peut déterminer.

Art. 16. Comité d'Investissement. L'Associé Gérant Commandité instituera un Comité d'Investissement (le «CI») qui se réunira périodiquement pour examiner et approuver les questions suivantes liées à l'investissement réalisé par la Société:

- a) Investissements dans une propriété ou dans un portefeuille immobilier
- b) Refinancement d'une propriété ou d'un portefeuille immobilier
- c) Désinvestissements d'une propriété ou d'un portefeuille immobilier

Le CI se compose de trois (3) membres, de deux (2) représentants devant être nommés sur proposition de LJ Cresco Holding Limited, en tant qu'Actionnaire Commanditaire, et d'un (1) représentant devant être nommé sur proposition de l'Associé Gérant Commandité.

Chaque partie qui a le droit de nommer un ou plusieurs membres est aussi autorisée (mais sans aucune obligation) à nommer un nombre égal de membres suppléants des représentants. Les membres suppléants des représentants pourront assister aux réunions du CI et accomplir d'autres actions à l'égard du CI, dans la mesure où le représentant initial est empêché d'assister ou d'exécuter cette action.

Le CI convoque une réunion au moins une fois chaque trimestre civil ou suivant ce qui a été autrement convenu par les membres du CI. Les réunions sont fixées et convoquées par l'Associé Gérant Commandité. L'avis de réunion doit être donné par écrit aux représentants dans un délai de trois (3) semaines et inclure l'ordre du jour de cette réunion. En l'absence d'accord entre les représentants du CI, n'importe quel membre du CI peut convoquer une réunion du CI avec préavis écrit de trois (3) semaines dans le mois suivant le trimestre civil pendant lequel aucune réunion n'a été convoquée.

Une réunion sera convoquée pour des raisons d'urgence avec un préavis d'une (1) semaine sous réserve que tous les représentants demandent par écrit (y compris par courriel) qu'une telle réunion soit convoquée. Les demandes seront envoyées à l'Associé Gérant Commandité qui convoquera la réunion.

Des réunions peuvent avoir lieu par téléphone ou vidéoconférence pour autant que tous les représentants acceptent ou renoncent expressément à leur droit d'y assister (y compris au moyen d'un représentant suppléant). Un procès-verbal de la réunion est distribué dans les trois (3) jours suivant une telle réunion.

L'Associé Gérant Commandité nomme un représentant qui officiera en qualité de président du CI. Le président du CI est chargé de présider les réunions du CI.

Chaque représentant du CI dispose d'un vote équivalent lorsqu'il est décidé de soumettre n'importe quelle matière au vote du CI. Tous les votes et les décisions prises par le CI sont consignés dans un procès-verbal qui doit être distribué aux membres du CI et fournis sous forme de copie à la gérance de la Société, sans retard.

Un vote passé grâce à cinquante et un pour cent (51 %) des représentants présents au CI engage l'Associé Gérant Commandité.

Titre IV. - Assemblées générales des actionnaires

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les Actionnaires de la Société.

L'assemblée des Actionnaires ne délibère que sur les questions qui ne sont pas réservées à l'Associé Gérant Commandité en vertu des statuts ou de la Loi.

Art. 18. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra au siège social de la Société, le troisième jeudi du mois de Juin à 14 heures.

Art. 19. Autres Assemblées générales. D'autres assemblées générales des Actionnaires de la Société peuvent se tenir aux lieux et heures indiqués dans les avis de convocation respectifs. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social le demandent. Sauf disposition contraire stipulée dans les présentes, l'avis de convocation et les assemblées générales sont soumis aux conditions et délais prévus par la Loi.

Art. 20. Convocation et vote. L'Assemblée générale peut être convoquée suivant un avis fixant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée, courrier ou télécopieur au moins huit jours avant l'Assemblée en conformité avec les lois ou les statuts.

Sauf en cas de disposition contraire prévue par la Loi ou les Statuts, les résolutions prises lors de l'Assemblée générale annuelle ou ordinaire des Actionnaires sont adoptées suivant une majorité simple des Actions présentes ou représentées, quelle que soit la proportion du capital représenté, pour autant que l'approbation de l'Associé Gérant Commandité soit exigée pour l'adoption de ces résolutions.

Une assemblée générale extraordinaire convoquée pour modifier des dispositions des Statuts ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié du capital est représentée et si l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente Assemblée Générale. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. À ces deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par au moins deux tiers des votes des Actionnaires présents ou représentés et sous réserve de l'approbation de l'Associé Gérant Commandité. Les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu, a voté blanc ou nul ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires (incluant celui de l'Associé Gérant Commandité) et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 21. Présence, Représentation. Toute Action, qu'il s'agisse d'Action de Commandité ou d'Action de Commanditaire, dispose d'un droit de vote lors de l'assemblée générale.

Un actionnaire peut intervenir lors de toute Assemblée générale, même lors de l'Assemblée générale annuelle des Actionnaires, en nommant une autre personne comme son mandataire, par écrit y compris par lettre, télécopie ou courriel.

L'utilisation de matériel de vidéoconférence et de téléconférence est autorisée à condition que chaque Actionnaire ou les représentants de chacun des Actionnaires participants puisse(nt) entendre et être entendu(s) par tous les autres participants. Les Actionnaires utilisant cette technologie sont réputés être présents et sont autorisés à voter par vidéo ou par téléphone.

Après délibération, les votes pourront également s'exprimer par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex ou par téléphone pour autant que dans cette dernière hypothèse le vote soit confirmé par écrit.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée générale des Actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables par écrit.

Titre V. - Exercice social, Distribution des bénéfices

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année, à l'exception du premier exercice social, qui commence à la date de constitution de la Société et s'achève au 31 décembre 2014.

L'Associé Gérant Commandité établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires, l'Associé Gérant Commandité soumet ces documents ainsi qu'un rapport sur les activités de la Société au Conseil de Surveillance qui rédige son rapport de commentaires sur la base de ces documents.

Art. 23. Distribution des bénéfices. Le bénéfice net annuel déterminé chaque année conformément aux dispositions légales en vigueur et aux principes comptables est affecté comme suit:

- chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint au moins dix pour cent du capital émis de la Société;

- après affectation à la réserve légale et sous réserve de toute disposition légale obligatoire, le reste des bénéfices doit, sous réserve de l'approbation de l'Associé Gérant Commandité, être distribué et payé comme suit:

(a) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe A, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe A pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série A (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe A) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe A»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe A, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(b) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe B, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe B pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série B (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe B) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe B»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe B, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(c) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe C, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe C pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série C (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe C) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe C»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe C, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(d) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe D, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe D pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série D (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe D) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe D»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe D, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(e) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe E, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe E pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série E (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe E) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe E»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe E, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(f) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe F, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe F pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série F (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe F) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe F»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe F, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

(g) les détenteurs de Parts Sociales Traçantes de Classe G, au moment de cette distribution, au pro rata du capital investi (valeur nominale et, si tel est le cas, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales Traçante de Classe G pour ces parts sociales, auront droit (i) à tous produits et revenus (en ce compris, sans limitation, les dividendes, plus-values, bénéfices de liquidation, produits de la vente et tout autre produit et revenu) dérivés par l'investissement de la Société dans les Projets de Série G (tels que définis dans le contrat de souscription se rapportant à la souscription de ces Actions Traçantes de Classe G) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe G»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe G, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

ces Actions Traçantes de Classe O) (le «Revenu Net de l'Investissement de Classe O»), où de tels produits et revenus sont dérivés par la Société, moins (ii) tous les coûts directement liés au Revenu Net de l'Investissement de Classe O, les points (i) et (ii) devant être déterminés par l'Associé Gérant Commandité.

L'Assemblée générale des Actionnaires, sur proposition de l'Associé Gérant Commandité, décide de l'affectation du solde, le cas échéant, des bénéfices qui ne sont pas directement issus des investissements directs de la Société dans les Projets de Séries (tels que décrits dans le contrat de souscription respectif). Elle pourra en particulier affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter. En cas de déclaration de paiement par l'Assemblée générale des actionnaires de tout ou partie du solde des bénéfices sous forme de dividendes, ces dividendes seront versés aux Actionnaires sur une base proportionnelle au nombre d'Actions qu'ils détiennent.

L'Associé Gérant Commandité peut décider de payer des dividendes provisoires suivant les conditions prescrites par la Loi.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute par décision des Associés statuant conformément aux mêmes exigences de vote et de quorum qu'en matière de modification des Statuts.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs compensations.

Après le paiement de toutes les dettes et les charges de la Société et des dépenses dues pour la liquidation, les fonds nets produits de la liquidation seront distribués aux Associés conformément aux dispositions prévues à l'Article 22.

Titre VIII. - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront régies conformément à la Loi.

Disposition Transitoire

Le premier Exercice Comptable débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-dessus, déclarent avoir souscrit aux Actions de la Société comme suit:

1) Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l. , prénommée, déclare avoir souscrit à une (1) action de l'Associé Gérant Commandité , ayant une valeur nominale de un euro (1,-€) chacune, et procède à la libération de ladite Action à hauteur de vingt-cinq pour cent (25%), par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-cinq Eurocent (0,25 €);

2) LJ Cresco Holdings Limited, prénommée, déclare avoir souscrit à deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe A, à deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe B, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe C, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe D, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe E, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe F, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe G, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe H, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe I, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe J, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe K, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe L, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe M, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe N, deux mille soixante-sept (2.067) actions traçantes de classe O, ayant une valeur nominale de un euro (1,-€) chacune, et procède à la libération desdites Actions à hauteur de vingt-cinq pour cent (25%), par un apport en numéraire d'un montant total de sept mille sept cent cinquante et un Euros et vingt-cinq Eurocent (7.751,25 €).

La preuve de ces paiements en espèces, mentionnés ci-dessus, tels qu'indiqués sous les points 1^{er}) à 2), a été présentée sous forme d'un certificat bancaire au notaire soussigné, qui atteste expressément la disponibilité du montant total de sept mille sept cent cinquante et un Euros et cinquante Eurocent (7.751,50€).

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et atteste expressément qu'elles ont été remplies.

Frais

Les parties comparantes ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Première assemblée générale des actionnaires

Les Actionnaires préqualifiés, représentant la totalité des actions et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et ont ensuite pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite à la comparante, bien connue du notaire par ses nom, prénom, état civil et demeure, celle-ci a signé le présent acte original avec nous, le Notaire.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une traduction française; sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Signé: G. Saddi et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 avril 2014. LAC/2014/17081. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2014.

Référence de publication: 2014072004/1037.

(140084747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2014.

FS TM II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 3.032.540,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 174.477.

Il résulte de cessions de parts sociales de la Société en date du 13 mars 2014 que:

- Nygaard Lars a transféré avec effet immédiat 146.777 parts sociales de la Société à FS Invest II S.à r.l.; et
- Namand Antoine a transféré avec effet immédiat 4.850 parts sociales de la Société à FS Invest II S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FS TM II S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2014044521/15.

(140050824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Global Bond Series VII, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 159.190.

Les décisions suivantes ont été prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 18 mars 2014:

- acceptation de la démission de Madame Florence Rao en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 18 mars 2014;

- nomination, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 18 mars 2014, de Monsieur Shehzaad Atchia, né le 22 mai 1982 à Curepipe (Île Maurice) et ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019;

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est dorénavant composé des administrateurs suivants:

- * Monsieur Shehzaad Atchia;
- * Monsieur Erik van Os;
- * Monsieur Fabrice Rota.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Pour la Société

Erik van Os

Administrateur

Référence de publication: 2014043932/23.

(140050040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

ST Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 185.484.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn,

Am elften März,

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtswohnsitz zu Düdelingen.

Sind erschienen:

1) Herr Wolfgang Josef SCHÄFER, geboren am 18. Februar 1957 in Thailen (Deutschland), wohnhaft in D-54429 Schillingen (Deutschland), Zum Weiherdamm 11,

hier vertreten durch Herrn Philippe STANKO, Privatangestellter, berufsansässig in Grevenmacher, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift,

2) Herr Peter Josef Nikolaus THOMAS, geboren am 3. Juli 1942 in Trier (Deutschland), wohnhaft in L-5489 Ehnen, 17, Um Kecker,

hier vertreten durch Herrn Philippe STANKO, Privatangestellter, berufsansässig in Grevenmacher, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift,

welche Vollmachten nach «ne varietur» Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben um mit ihr formalisiert zu werden.

Welche Komparenten, so wie hiervor vertreten, den unterzeichneten Notar ersuchen die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Titel I - Name, Sitz, Zweck, Dauer.

Art. 1. Es besteht eine luxemburgische Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „ST Lux Holding S.A.“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Remich.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Remich verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck Beteiligungen unter welcher Form auch immer, an jeglichen Unternehmen, ob ziviler, kommerzieller, industrieller, oder finanzieller Art, ob in Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben, durch Beteiligung an deren Kapital, durch Titel und Stimmrechte, durch Einbringen von Werten, durch Zeichnung, durch Option, Ankauf, Tausch, Aushandeln, oder auf jegliche andere Art und Weise, sowie auch den Erwerb von Patenten, Markenrechten, Lizenzkonzessionen, sowie den Erwerb von Mobilien- oder Immobilienvermögen, sowie deren Verwaltung und Verkauf.

Sie kann auch den Unternehmen in denen sie Interessen erwirbt, sowie Dritten, jegliche Unterstützung und finanzielle Hilfestellung zuwenden, dies auch unter der Form von Darlehen, Vorschüssen, Garantien, sowie sie auch Mittel leihen kann, sogar durch Ausgabe von Anleihen, oder sich anders verschulden um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen.

Sie kann generell jegliche kommerzielle, industrielle, mobiliare, immobilare oder finanzielle Transaktionen ausführen, sowie auch Dienstleistungen erbringen, dies sowohl im Großherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland, sowie alle Transaktionen ausführen, welche der Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes dienen.

Titel II - Kapital, Aktien.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von jeweils hundert Euro (100.- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die europäische Gesellschaft (SE), die Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat („société anonyme à directoire et conseil de surveillance“) und die Einmannaktiengesellschaft („société anonyme unipersonnelle“). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als Alleingesellschafter bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel III - Verwaltung.

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht, welche für eine Höchstdauer von sechs Jahren von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden und von ihr wieder abberufen werden können.

Besteht die Gesellschaft jedoch nur aus einem Alleingesellschafter oder wird anlässlich einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt, dass sie nur noch einen Alleingesellschafter zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein Mitglied beschränkt werden, welches als Alleinverwalter („administrateur unique“) bezeichnet wird, dies bis zur nächsten auf die Feststellung der Existenz von mehr als einem Gesellschafter folgenden ordentlichen Generalversammlung.

Sie bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Amtszeit und ihre Vergütung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einer Verwaltungsratssitzung einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden. Auf Antrag des Vorsitzenden kommt der Verwaltungsrat so oft zusammen, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert. Er muss zusammenkommen, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder per elektronische Post erfolgen kann, ist gestattet.

In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Telekopie oder elektronische Post erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Falls sich der Verwaltungsrat auf einen Alleinverwalter beschränkt, ist dieser Artikel nicht anwendbar.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird rechtsverbindlich vertreten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, wird sie durch dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Er darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV - Aufsicht.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernennt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V - Generalversammlung.

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am ersten Freitag des Monats Juni um 14.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter zählt, übt dieser die der Generalversammlung der Aktionäre zufallenden Befugnisse aus.

Titel VI - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung.

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII - Auflösung, Liquidation.

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII - Allgemeine Bestimmungen.

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen.

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet in 2015 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien.

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Kompargenten die Aktien wie folgt zu zeichnen:

Aktionäre	Anzahl Aktien	Gezeichnetes und eingezahltes Kapital
Herr Wolfgang Josef SCHÄFER	155	15.500.-
Herr Peter Josef Nikolaus THOMAS vorgenannt,	155	15.500.-
TOTAL:	310	31.000.-

Sämtliche Aktien wurden in bar eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26-1 und Artikel 263 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten.

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausenddreihundert (1.300.-) Euro.

Ausserordentliche Hauptversammlung.

Sodann erklären die Gesellschafter, handelnd an Stelle einer außerordentlichen Hauptversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, die der Kommissare auf eins festgesetzt.
- 2) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Herr Wolfgang Josef SCHÄFER, geboren am 18. Februar 1957 in Thailen (Deutschland), wohnhaft in D-54429 Schillingen (Deutschland), Zum Weiherdamm 11,
 - Herr Peter Josef Nikolaus THOMAS, geboren am 3. Juli 1942 in Trier (Deutschland), wohnhaft in L-5489 Ehenen, 17, Um Kecker,
 - Herr Hans-Jürgen LICHTER, geboren am 27. Juni 1962 in Lieser (Deutschland), wohnhaft in D-54484 Maring-Noviand (Deutschland), Im Webersgarten 25.
- 3) Zum Kommissar wird ernannt:
 - LUDWIG CONSULT S.à.r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 48947.
- 4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2019.

5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen die administrative Genehmigung zu erhalten, zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde in Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Bevollmächtigten der Komparenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: W. SCHÄFER, P. THOMAS, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 mars 2014. Relation: EAC/2014/3739. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister, und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Dudelange, 18. März 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014042372/174.

(140049157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2014.

Global Bond Series VIII, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.227.

Les décisions suivantes ont été prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 18 mars 2014:

- acceptation de la démission de Madame Florence Rao en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 18 mars 2014;

- nomination, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 18 mars 2014, de Monsieur Shehzaad Atchia, né le 22 mai 1982 à Curepipe (île Maurice) et ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2019;

- confirmation que le conseil d'administration de la Société est dorénavant composé des administrateurs suivants:

- * Monsieur Shehzaad Atchia;
- * Monsieur Erik van Os;
- * Monsieur Fabrice Rota.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Pour la Société

Erik van Os

Administrateur

Référence de publication: 2014043933/23.

(140050045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

**Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Rowan Financement S.à r.l.)**

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.856.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of February.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

RALPH COFFMAN LIMITED, a private company limited by shares formed in Gibraltar, having its registered office at Suite 1, Burns House, 19 Town Range, Gibraltar and registered under number 110555 (the "Sole Shareholder");

here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed “ne varietur” by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of “Rowan Financement S.à r.l.”, a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office at 46A, Avenue, J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.856, incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on 10 October 2013, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number 2926 dated 20 November 2013 (the “Company”).

The articles of association of the Company have not been amended since this date.

II.- That the 25,000 (twenty-five thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Amendment of the name of the Company to “Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.”;
3. Subsequent amendment of article 2 of the articles of association of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to amend the name of the Company to “Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.”.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, it is resolved to amend article 2 of the Company’s articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 2.** The Company’s name is “Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.”.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le vingt-cinquième jour du mois de février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

RALPH COFFMAN LIMITED, une société à responsabilité limitée constituée à Gibraltar, ayant son siège social sis à Suite 1, Burns House, 19 Town Range, Gibraltar et enregistrée sous le numéro 110555 (l’“Associé Unique”);

ici dûment représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I - La partie comparante est l'associé unique de Rowan Financement S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue, J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.856, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, le 10 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2926 le 20 novembre 2013 (la "Société").

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis cette date.

II - Les 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation du changement de dénomination sociale de la Société en "Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.";
3. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée; reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en "Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.".

Troisième résolution:

Suite aux résolutions ci-dessus, il est décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société afin de les lire comme suit:

“ **Art. 2.** La dénomination sociale de la Société est "Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.".

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ mille trois cents euros (EUR 1,300.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

En foi de quoi nous, le notaire soussigné, avons rédigé et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 mars 2014. Relation: EAC/2014/3390. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014042321/114.

(140048509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2014.

Davi S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 88.280.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2014.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2014044469/11.

(140051520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

EAS Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.142.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2014044493/11.

(140051567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

Marven S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 74.038.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 mars 2014

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Thierry FLEMING de son mandat d'administrateur.

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014044729/15.

(140051053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.

"MAZE" Sarl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 110.554.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 25 mars 2014 la décision suivante:

- Nomination de Richard van't Hof, né le 5 octobre 1965 à Barendrecht, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 75, parc d'activités, L-8308 Capellen, Grand-Duché du Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 27 mars 2014.

Référence de publication: 2014044730/15.

(140051105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2014.
